

GAZPROM LANCE LE GAZODUC SOUTH STREAM

Quel impact sur le gaz algérien fourni à l'Europe ?

La construction du gazoduc russe South Stream, destiné à approvisionner l'Union européenne, devrait-elle avoir un impact sur les fournitures de gaz algérien vers le Vieux Continent ? La question se pose dans le contexte où l'Algérie risque de voir ses parts de marché en Europe diminuer davantage.

Le géant gazier russe Gazprom a lancé hier vendredi, à Anapa, au bord de la mer Noire, les travaux de construction du gazoduc South Stream, en présence du président russe Vladimir Poutine.

Ce gazoduc est destiné à livrer du gaz russe à l'Union européenne via la mer Noire en évitant l'Ukraine. D'un coût total de 16,5 milliards d'euros, ce gazoduc doit à terme, permettre à Moscou de livrer 63 milliards de mètres cubes de gaz par an à l'Europe via un tuyau de 2 380 km de long. Ce qui représente 10% de la consommation prévue de l'Union en 2020, selon les projections de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Le tracé, via les fonds de la mer Noire, puis la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Slovaquie, jusqu'à l'Italie, évite soigneusement le territoire de l'Ukraine, jusqu'ici principal pays de transit. Mais la discordance entre Moscou et Kiev sur le prix du gaz, qui ont perturbé à plusieurs reprises les approvisionnements au cœur de l'hiver, ont poussé Gazprom, allié avec les électriciens européens, à chercher d'autres voies de livraisons. La partie sous-marine du gazoduc est ainsi portée par un consortium détenu outre Gazprom

(50%), par l'italien Eni (20%), le français EDF (15%) et l'allemand Winterhall (15%), filiale de BASF. Au Nord, le géant public russe a déjà ouvert les vannes de Nord Stream entre la Russie et l'Allemagne via la mer Baltique. Lancé en novembre 2011, ce tuyau de 1 220 km a vu sa capacité passer à 55 milliards de mètres cubes par an, grâce à la mise en service début octobre d'une seconde conduite.

Certes, le lancement des travaux du pendant sud de la toile gazière russe vers l'Europe intervient à un moment difficile pour Gazprom sur le marché européen. La crise économique a fait chuter la consommation de l'UE d'environ 11%, selon l'AIE qui ne s'attend à voir la demande retrouver ses niveaux de 2010 qu'à la fin de la décennie actuelle.

La situation a poussé de nombreux clients de Gazprom à contester les termes très contraignants des contrats à long terme de livraisons, poussant le groupe russe à accorder des rabais à plusieurs d'entre eux, parmi lesquels le français GDF Suez. Politiquement aussi, les relations se sont tendues. Gazprom est la cible d'une enquête de la Commission européenne pour entrave à la concurrence. Ce qui soulève le

risque d'une hausse des prix si le groupe russe réduisait ses livraisons, outre la diminution des approvisionnements du marché européen durant les années à venir.

Et cela même si l'AIE semble confiante dans les perspectives de croissance à long terme de la demande européenne, celle-ci devant passer de 340 milliards de mètres cubes par an actuellement à 500 milliards en 2035. «C'est plus que suffisant pour que l'Europe garde sa place de premier marché pour l'importation de gaz dans le monde», déclarait, hier, la directrice de l'AIE, Maria van der Hoeven qui estime néanmoins que «le marché ne sera pas

dirigé par les mêmes certitudes auxquelles sont habitués les exportateurs». En ce sens, la directrice de l'AIE cite la concurrence de la Norvège, de l'Algérie, voire de l'Amérique du Nord grâce au gaz de schiste. Notons que Gazprom cherche actuellement à s'orienter, à coups d'investissements massifs, vers le marché asiatique, où les prix sont relativement élevés et la demande plus solide. Par rapport justement à l'Algérie, la question se pose concernant l'impact de la construction de ce second gazoduc sur ses fournitures ? L'Algérie qui fournit entre 13 et 15% des besoins européens en gaz, risque-t-elle de voir sa position s'affai-

blir avec l'augmentation des approvisionnements russes ? La réponse est incertaine même si l'Algérie est toujours considérée comme un fournisseur important et fiable.

La question reste posée alors que l'Algérie et l'Union européenne doivent conclure, dès le début 2013, un accord stratégique sur l'énergie, à même de stimuler la coopération énergétique tous azimuts et contribuer à surmonter diverses contraintes rencontrées notamment par Sonatrach. Ce accord permettra-t-il de conforter davantage la position algérienne sur le marché européen ? Wait and see.

Chérif Bennaceur / Agences

Un trio de gazoducs se dispute le «corridor sud» européen

Outre le South Stream, deux autres gazoducs Nabucco et TAP ont été lancés ces dernières années pour desservir l'Europe du Sud en gaz provenant de Russie, de la mer Caspienne ou d'au-delà. Nabucco est un projet concurrent soutenu par l'Union européenne, visant à l'approvisionnement en gaz issu de la mer Caspienne voire d'Asie centrale ou du Moyen-Orient.

Le projet d'origine visait à construire un gazoduc allant de l'Autriche jusqu'aux frontières orientales de la Turquie, en passant par la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, et capable de transporter jusqu'à 31 milliards de mètres cubes de gaz par an. Mais Nabucco, plombé par les rivalités avec South Stream et TAP, peine depuis des années à s'assurer des fournisseurs et a été reporté à plusieurs reprises.

Pour le relancer, ses actionnaires (l'allemand RWE, l'autrichien OMV, le hongrois MOL, le roumain Transgaz, le bulgare Bulgargas et le turc Botas) ont proposé de réaliser une variante plus courte et moins coûteuse, baptisée

Nabucco Ouest, un gazoduc de 1 300 km et d'une capacité réduite (10 à 23 milliards de mètres cubes), qui irait de l'Autriche à la frontière bulgare-turque.

Le Transadriatic Pipeline ou TAP vise, lui aussi, à alimenter l'Europe en gaz de la Caspienne via un tracé plus au sud, du nord de la Grèce jusqu'au sud de l'Italie en passant par l'Albanie et l'Adriatique. Il est porté par le suisse EGL, le norvégien Statoil (42,5% chacun) et l'allemand E.ON (15%). Il a reçu un gros coup de pouce cet été en recevant des engagements financiers de BP, Total et de l'Azerbaïdjan. Cependant, BP, opérateur du gisement gazier géant de Shah Deniz, dans les eaux azérbaidjanaises de la Caspienne, qui pourrait alimenter soit ce gazoduc, soit Nabucco, n'a pas encore tranché entre ces deux tracés. Le géant pétrolier britannique prendra sa décision début 2013, ce qui risque de sonner le glas pour l'un des deux projets.

AFP

CLÔTURE DES TRAVAUX DU 7^E CONSEIL D'ASSOCIATION UNION EUROPÉENNE-ALGÉRIE

Alger, coquelicot sur un rocher

Dès l'entame des négociations entre Bruxelles et Alger, Mourad Medelci savait, parfaitement, que cette fois-ci, l'Europe était bien disposée à l'égard de l'Algérie. Non pas que les 27 aient été saisis par la grâce en cette veille de Noël, ni qu'ils soient devenus, subitement, philanthropes, rien de cela, non !

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le rapport de force dans la région Méditerranée du Sud et celle du Nord, chutes des ex-chouchous de Bruxelles, Mubarak et Ben Ali, le printemps dit arabe qui vire à un hiver des plus rudes, la crise en Europe, la grosse cagnotte dont dispose notre pays, font que, désormais, l'Algérie peut négocier avantagusement.

Ce que, d'ailleurs, les Algériens n'ont pas manqué de rappeler à leurs interlocuteurs. Le ministre algérien des Affaires étrangères a délivré ce message, ici. L'Algérie est un pays stable, crédible et présente des garanties et une solvabilité qui existent, rarement, aux alentours.

Il est vrai que vu les situations grecque, espagnole, égyptienne, tunisienne, libyenne, italienne, portugaise et un peu plus loin vers le Nord, vers l'Islande ou l'Ecosse, Bruxelles ne peut que se réjouir de l'aubaine Algérie.

Avant même le début des pourparlers du Conseil d'association, une information a circulé dans les coulisses de la Commission et du Parlement européens évoquant un accord de partenariat stratégique entre l'UE et l'Algérie début 2013. Selon des indiscrétions, sans doute savamment distillées lors de la présence de la délégation algé-

rienne dans la capitale européenne, les experts auraient finalisé le tout. Gunther Oettinger, commissaire européen à l'énergie, paraphra, est-il dit, l'accord à Alger, le printemps prochain.

S'il n'était pas, expressément, mentionné à l'ordre du jour de cette session, le partenariat énergétique est, l'on s'en doute bien un peu, un grand marqueur de la relation entre les deux parties...

Concernant la session de mercredi et de jeudi dernier, cette instance prévue par l'Accord d'association signé en 2005, dite Conseil d'association, est le mécanisme suprême d'évaluation et de la mise en œuvre du traité. Côté européen, Chypre assurait la présidence. Il a été donc question de démantèlement tarifaire où un accord a été trouvé sur d'autres questions, l'Algérie a souhaité et obtenu que les 5+5 (Etats de la rive nord et rive sud de la Méditerranée) soient le vecteur de la coopération régionale.

Coopération qui, selon Alger, doit être à géométrie variable en Méditerranée.

Sur le Sahel, c'est-à-dire le Nord-Mali, l'Algérie a évoqué les principes sur lesquels sont ancrées sa vision et sa diplomatie.

Une sortie de crise pacifique et négociée, un appui aux forces maliennes et souveraineté et intégrité du territoire malien. Il est vrai que plu-

sieurs capitales européennes se rangent, désormais, du côté de la position algérienne.

Lors de sa virée bruxelloise, Mourad Medelci a eu à enregistrer au palais d'Egmont, haut lieu de la stratégie diplomatique belge, le ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique affirmer «qu'entre nous (Belgique et Algérie, ndlr), il y a plus que des convergences de vues sur la situation au Nord-Mali».

ÉMOUVANTE CÉRÉMONIE DE REMISE DE MÉDAILLES AUX BELGES DU FLN À BRUXELLES

Ils ont tenu le Front du Nord

Cecile Draps, Serge Moureaux, Marc de Kock, avocats du barreau belge, justes parmi les justes, résistants anti-colonialistes et défenseurs des causes nobles, étaient très émus lors de la cérémonie de remise de médailles à l'ambassade d'Algérie à Bruxelles.

Mourad Medelci en leur rendant hommage au nom du président de la République, a souligné que «le cinquantième anniversaire de l'Indépendance de notre pays représente une excellente occasion pour rendre hommage à toutes celles et à tous ceux qui ont aidé l'Algérie».

Pour autant, le mérite de ces femmes et de ces hommes qui empruntent des voies et des formes de combat multiples, judiciaire, politique, médiatique, humanitaire, médicale, financière, n'est pas banal. Il fallait des convictions, du courage, de la hardiesse et même de la témérité pour s'opposer, alors à la police et aux renseignements français. La Belgique, toute proche de la France, ne constituait pas un havre de paix pour ces résistants. Serge Moureaux, Henriette, sa femme, avaient même mis leur appartement «Place Roi-Vainqueur», centre de Bruxelles, actuellement démantèlement des quartiers européens, à la disposition des militants du FLN pourchassés et recherchés par la police de France... Serge Moureaux, avocat, était engagé par le GPRA, et Marc de Kock était celui de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

Marc de Cock de la Confédération indépendante des syndicats libres les rejoint en 1960. Cecile Draps, elle, évoquera le courage de ses clients qui la sommaient, la suppliaient même de ne pas les défendre en tant que prévenus de droit commun, mais comme des résistants du FLN ne reconnaissant pas la justice de l'ordre colonial.

Si tant qu'elle abdique et consente elle-même à ne pas reconnaître la légitimité des accusations portées contre ses clients. Si à Bruxelles, il était possible de gagner du temps, depuis la procédure en attendant des augures meilleurs, les choses

Ce qui, évidemment, n'a pas déplu du tout à Medelci. La 7^e session du Conseil d'association Union européenne-Algérie n'a pas dévoilé de grandes divergences entre Bruxelles et Alger. Les intérêts communs sont, c'est certain, la meilleure garantie diplomatique, et pour emprunter à Lapalisse, mieux vaut négocier dans un rapport de force favorable que défavorable...

A. M.



CONDOLÉANCES

Le Professeur Benali Benzaghrou, recteur de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (Bab-Ezzouar-Alger) et toute la communauté universitaire présentent à la famille d'Oscar Niemeyer et au peuple brésilien leurs condoléances pour la disparition de ce grand homme. Il a laissé une grande œuvre dans le monde, l'USTHB en fait partie.

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Djouadi et Bouguera ont la douleur de faire part du décès, dans sa 87^e année, de M^{me} Djouadi Zinet, née Bouguera le 5 décembre 2012 et inhumée le 6 décembre 2012 au cimetière de Sidi M'hamed, à Alger. Puisse Dieu le Tout-Puissant accueillir l'inoubliable défunte dans Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.